

44/6.1 +
446.5

Communautés européennes

PARLEMENT EUROPÉEN

Documents de séance

1971 - 1972

9 mars 1972

LIBRARY
EUROPEAN COMMUNITY
INFORMATION SERVICE
WASHINGTON, D. C.

DOCUMENT 264/71

Rapport

fait au nom de la commission économique

sur la communication et les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 76/71) relatives aux actions communautaires de politique régionale dans les régions agricoles prioritaires de la Communauté/

Rapporteur: M. Karl MITTERDORFER

PE 28.494/déf.

En sa séance plénière du 22 septembre 1971, le Parlement européen a chargé la commission économique d'élaborer un rapport sur les actions communautaires de politique régionale dans les régions agricoles prioritaires de la Communauté (doc. 76/71). La commission de l'agriculture, qui avait d'abord été désignée, le 5 juillet 1971, comme compétente au fond, la commission des finances et des budgets et la commission des affaires sociales et de la santé publique ont été saisies pour avis.

En sa réunion des 20 et 21 septembre 1971, la commission économique a confirmé la nomination de M. Mitterdorfer comme rapporteur.

Elle a examiné le document n° 76/71 les 15 et 16 juillet, les 20 et 21 septembre, les 25 et 26 octobre, les 22 et 23 novembre, les 6 et 7 décembre 1971 ainsi que les 20 et 21 janvier et les 3 et 4 février 1972.

Au cours de sa réunion du 4 février 1972, la commission économique a adopté la proposition de résolution à l'unanimité moins une abstention.

Etaient présents : MM. Lange, président, Bos, vice-président, Roméo, vice-président, Mitterdorfer, rapporteur, Boano, (suppléant M. Bersani), Borm, Bousquet, Flämig (suppléant M. Arndt), Leonardi, Oele, Offroy, Starke, Vetrone et Wolfram.

S O M M A I R E

	<u>Pages</u>
A - Proposition de résolution	5
B - Exposé des motifs	9
Remarque préliminaire	9
I. Règlement concernant le financement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, de projets d'amélioration structurelle	10
Les bénéficiaires	10
Création de nouveaux emplois	10
Les critères régissant le concours du F.E.O.G.A., section orientation	11
Les caractéristiques des projets pouvant bénéficier du concours du Fonds - Les crédits alloués, la durée du concours et le rôle des Etats membres	12
Le rôle des différentes institutions - L'action con- juguée de la Commission et des Etats membres	15
II. Proposition de règlement relative au Fonds européen de bo- nification d'intérêts pour le développement régional	16
Les bénéficiaires	17
Montant de la bonification d'intérêts	17
La procédure de demande	17
Le concours du Fonds	18
La procédure budgétaire	18
Le Comité consultatif permanent	18
Observation finale	19
Avis de la commission de l'agriculture	22
Avis de la commission des finances et des budgets	29
Avis de la commission des affaires sociales et de la santé publique	38

A.

La commission économique soumet au vote du Parlement européen, sur la base de l'exposé des motifs ci-joint, la proposition de résolution suivante :

PROPOSITION DE RESOLUTION

portant avis du Parlement européen sur la communication et les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives aux actions communautaires de politique régionale dans les régions agricoles prioritaires de la Communauté .

Le Parlement européen,

- vu les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil (1),
- consulté par le Conseil conformément aux articles 43 et 235 du traité instituant la C.E.E. (doc. 76/71),
- vu sa résolution du 11 mai 1970 sur la proposition de décision relative à l'organisation de moyens d'action de la Communauté en matière de développement régional (2),
- vu ses débats du 11 février 1971 sur la question orale n° 13/70 et du 18 novembre 1971 ainsi que la résolution du Conseil du 25 mai 1971, chapitre VII (3),
- vu le rapport de la commission économique et les avis de la commission de l'agriculture, de la commission des affaires sociales et de la santé publique et de la commission des finances et des budgets (doc. 264/71);

A. Quant à la politique des structures régionales

1. critique le fait que le Conseil n'a pas encore statué, à ce jour, sur la proposition concernant une décision relative à l'organisation de moyens d'action de la Communauté en matière de développement régional, dont il est saisi depuis l'automne 1969;
2. regrette que l'assurance donnée par le Conseil au Parlement européen, en février 1971, d'arrêter au cours de l'année 1971 des décisions de politique structurelle n'ait pas été suivie d'effet et s'inquiète de l'insuffisance qui en résulte de bases juridiques autorisant la Communauté à entamer une action dans le domaine de la politique structurelle;

(1) J.O. n° C 90 du 11.9.1971, pp. 14, 19 et 23

(2) J.O. n° C 65 du 5.6.1970, p. 22

(3) Débats du Parlement européen n° 133, p. 208 et suivantes et n° 143, p. 182 et suivantes ainsi que J.O. n° C 52 du 27.5.1971, p. 7

3. insiste sur le fait qu'il considère comme toujours valables les constatations, exigences et critiques qu'il a émises à propos des tentatives de mise en oeuvre d'une politique communautaire dans le domaine des structures;
4. souligne que la Commission s'est trouvée dans l'obligation, en mai 1971, de proposer au Conseil deux règlements ayant pour objet la restructuration des régions principalement agricoles, sans pouvoir s'appuyer sur aucune décision de principe du Conseil en matière structurelle;
5. craint que la communication de la Commission et les propositions de règlement qui lui sont annexées ne contribuent à subordonner la politique structurelle régionale à des politiques sectorielles différemment régies par le traité et non à faire de cette politique une tâche communautaire spécifique;
6. constate l'existence entre l'Annexe I et l'Annexe II d'une contradiction irréductible dès lors que l'on maintient pour la communication qui les précède le titre d'"Actions communautaires de politique régionale dans les régions agricoles prioritaires de la Communauté";
7. recommande de modifier ce titre afin de répondre de manière globale aux nécessités de la politique structurelle visées dans la communication;

B. I. Quant à la communication sur les actions communautaires de politique régionale

8. prend acte de l'exposé, qui contient la communication, sur le niveau de développement des régions à structure principalement agricole;
9. considère que les mesures proposées dans la communication sont utiles, mais insuffisantes au regard des objectifs de la proposition de décision;
10. attend dès lors de la Commission qu'en plus des projets de règlement actuellement déposés, elle présente des propositions permettant de conclure que l'on songe sérieusement à une restructuration durable de ces régions par la création d'emplois, principalement dans le secteur artisanal et industriel;

II. Quant à l'Annexe I de la communication

11. prend acte des considérants de la proposition de règlement concernant le financement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, de projets s'inscrivant dans le cadre d'opérations de développement dans les régions agricoles prioritaires, tout en estimant

que le financement par le F.E.O.G.A. de mesures tendant à créer des emplois non agricoles constitue une formule transitoire;

12. constate que cette proposition de règlement apporte un complément modeste aux propositions modifiées de la Commission relatives à la réforme de l'agriculture;
13. déplore de ne pas avoir connaissance de toutes les données à partir desquelles ont été ou seront calculés les ordres de grandeur du financement et déterminés les bénéficiaires, personnes et objets, et attend de la Commission des précisions à ce sujet;
14. invite la Commission à poursuivre vigoureusement son effort tendant à l'harmonisation des méthodes d'enquêtes statistiques régionales;
15. regrette, eu égard à la nécessité de préserver l'intérêt de la politique structurelle générale, que la proposition de règlement établisse les priorités essentiellement à partir de considérations de caractère éminemment budgétaire ou agricole;
16. attend des responsables de la surveillance des actions communautaires qu'ils veillent tout spécialement à ce que ceux qui appliqueront les mesures de politique structurelle ne pratiquent pas une politique conservatrice;

III. Quant à l'Annexe II de la communication

17. souligne le lien qui existe entre la proposition de règlement relative au Fonds européen de bonification d'intérêts pour le développement régional et la proposition de décision de 1969;
18. est d'avis que la limitation de l'action du Fonds aux bonifications d'intérêts - et en particulier, en l'occurrence, à des mesures tendant à la restructuration de régions agricoles - ne satisfait pas au mandat global de la proposition de décision;
19. préconise de faire appel au concours du Fonds, lequel doit être organisé dès l'abord en tant que Fonds communautaire pour l'amélioration des structures régionales, non seulement pour l'octroi prévu de bonifications d'intérêts, mais aussi pour l'octroi, selon l'importance des tâches de politique structurelle, de crédits et de subventions en capital (primes);

C. En conclusion

20. constate que les deux propositions de règlement constituent un premier pas modeste dans la voie de la mise en oeuvre d'une politique commune en matière de structure telle qu'elle est esquissée dans la proposition de décision;
21. attend du Conseil qu'il applique lui-même la thèse qu'il a maintes fois exposée, selon laquelle une union économique n'est pas réalisable sans une politique communautaire des structures régionales, et rappelle à ce propos les résultats peu satisfaisants auxquels ont abouti jusqu'ici les sessions du Conseil en matière de structures régionales;
22. attend de la Commission qu'elle modifie le titre de la communication conformément au paragraphe 7, et le règlement relatif au Fonds de bonification d'intérêts qu'elle a proposé, conformément à la recommandation formulée au paragraphe 19;
23. invite la Commission à soumettre sans délai au Conseil des propositions pour l'adoption de mesures de politique structurelle générale, conformément aux objectifs de l'union économique et monétaire, et à pratiquer à l'avenir une politique d'information propre à susciter dans les Etats membres une plus large compréhension de la politique structurelle de la Communauté, en vue d'assurer à cette politique structurelle la place qui doit être la sienne dans la politique économique commune;
24. recommande au Conseil de considérer comme un tout, eu égard aux opinions exprimées dans la présente résolution, les propositions de règlement de mai 1971 et la proposition de décision de 1969, et de les adopter dans le plus bref délai;
25. charge son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de sa commission compétente au Conseil et à la Commission des Communautés européennes.

EXPOSE DES MOTIFSRemarque préliminaire

1. Les deux propositions de règlement relatives à des mesures d'amélioration structurelle que présente la Commission des Communautés européennes complètent la proposition de décision relative à l'organisation de moyens d'action de la Communauté en matière de développement régional, qui n'a pas encore été adoptée par le Conseil. En présentant ces deux propositions, la Commission entend obtenir la mise en oeuvre en 1971, tout au moins pour le secteur de l'agriculture, d'une politique régionale d'amélioration structurelle telle qu'elle l'avait envisagée en 1969 pour l'ensemble de l'économie de la Communauté. Les deux nouvelles propositions de règlement doivent permettre de faire appel au concours du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, et à celui d'un Fonds européen de bonification d'intérêts pour financer des projets présentant une importance du point de vue structurel. La Commission souligne que les deux règlements sont conformes aux objectifs de l'union économique et monétaire, au troisième programme de politique économique à moyen terme et au programme de structures agricoles.

2. La commission économique a examiné les deux propositions de règlement en présence des représentants de la Commission. Les commentaires qui suivent tiennent compte à la fois des résultats de cet échange de vues entre la commission économique et la Commission et de la communication qui précède le texte des deux propositions de règlement.

3. Il importe de noter qu'il y a une différence fondamentale dans la façon de considérer ces actes législatifs selon que l'on se place au point de vue de la commission économique ou à celui de la commission de l'agriculture. Du point de vue agricole, les propositions apparaissent comme parachevant la réforme de l'agriculture européenne. Du point de vue économique, elles ne constituent qu'un premier pas très timide dans le sens de la réalisation d'une politique commune des structures. La commission économique s'est efforcée de tenir compte, dans sa proposition de résolution, non seulement des remarques de la commission des finances et des budgets et de la commission des affaires sociales et de la santé publique, mais aussi de cette différence de point de vue. Aussi recommande-t-elle au Parlement d'approuver les deux propositions de règlement, en raison de leur importance sur le plan de l'agriculture, tout en faisant observer qu'elle n'est pas absolument convaincue que ces règlements doivent avoir des effets favorables sur le plan des structures. La commission juridique renvoie aux paragraphes 11 et 12 de sa proposition de résolution, dans lesquels elle souligne, rejoignant en cela la commission de l'agriculture, qu'à son avis, la proposition de règlement I n'apporte qu'un complément modeste aux propositions de la Commission relatives à la réforme de l'agriculture, et que le financement par le F.E.O.G.A.-section orientation de la création d'emplois non agricoles ne saurait constituer qu'une formule transitoire.

I. Règlement concernant le financement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section orientation, de projets d'amélioration structurelle

4. Ce règlement a essentiellement pour objet de coordonner les effets de la mise en oeuvre de la politique agricole commune sur le plan régional avec la réalisation d'une politique communautaire d'amélioration des structures régionales. Il doit permettre de favoriser le développement d'activités économiquement saines dans des régions à prédominance agricole particulièrement déshéritées. Eu égard à l'évolution de plus en plus défavorable qui se dessine dans certaines régions agricoles, il importe de noter que la Commission compte recourir aux possibilités qu'offre le F.E.O.G.A., section orientation.

Les bénéficiaires

5. La Commission voudrait obtenir que le F.E.O.G.A., section orientation, puisse intervenir en faveur d'investissements publics, semi-publics ou privés qui entraînent la création d'au moins 20 emplois non agricoles. Ces nouveaux emplois devraient être attribués aux personnes qui ont cessé leur activité agricole ou à leurs descendants directs et leur procurer un travail permanent.

Création de nouveaux emplois

6. A la suite des explications ultérieurement fournies, la commission économique s'est enquis des raisons pour lesquelles la Commission n'avait pas donné une description plus détaillée des emplois à créer dans les régions agricoles. Elle a pris acte du fait que la Commission souhaitait dans un premier temps ne pas se lier sans restriction et qu'elle avait opté pour un nombre minimum de 20 emplois non agricoles parce qu'elle estimait que ce nombre constituait en l'occurrence un minimum et non un maximum. En outre, il ressort des réponses des représentants de la Commission que cette institution voulait conserver une certaine liberté d'action.

Certains membres ont fait remarquer que l'obligation de créer au moins 20 emplois était de nature à limiter le champ d'application du règlement, surtout dans le secteur des services, et ont souhaité que ce minimum ne soit pas défini si rigoureusement. Ils estiment que l'on peut très bien concevoir le développement d'activités ne nécessitant pas 20 emplois, par exemple dans le secteur du tourisme. En tout cas, en considération des constatations formulées dans la suite du texte, la commission économique eût souhaité que la Commission définisse avec plus de précision, à l'article 1er de sa proposition de règlement, la nature des emplois à créer dans les régions agricoles déshéritées.

Les critères régissant le concours du F.E.O.G.A., section orientation

7. Sont à considérer comme régions agricoles prioritaires, selon la Commission, les régions agricoles répondant aux caractéristiques suivantes : le pourcentage de la population active employée dans l'agriculture y est supérieur à la moyenne communautaire. En outre, le produit intérieur brut par habitant au coût des facteurs y est inférieur à la moyenne communautaire. Enfin, le pourcentage de la population active employée dans l'industrie y est inférieur à la moyenne communautaire. Peuvent, en outre, être considérées comme régions agricoles prioritaires les régions qui, tout en n'étant pas caractérisées par une activité agricole prédominante, englobent des zones économiques répondant simultanément aux caractéristiques décrites ci-dessus.

8. La commission économique a demandé comment de semblables délimitations pourront être établies en pratique. A quel niveau se situe la moyenne communautaire en ce qui concerne le pourcentage de la population active, le produit intérieur brut par habitant au coût des facteurs et le pourcentage de la population active employée dans l'industrie? Comment cette "régionalisation" pourrait s'effectuer statistiquement? A son avis, il ne suffit pas de prévoir dans une disposition que l'établissement de la liste des régions, autrement dit la régionalisation, ne pourra s'effectuer qu'après consultation du Comité permanent de développement régional et du Comité permanent des structures agricoles.

En se référant à la résolution du Parlement européen sur l'état des travaux d'harmonisation des statistiques (doc. 178/1971 - Rapporteur : M. Clemens Riedel), la commission économique souhaite que la Commission européenne poursuive vigoureusement son effort tendant à l'harmonisation des méthodes d'enquêtes statistiques régionales.

9. A ces objections la Commission a répondu qu'une définition de ces régions donnerait lieu à des négociations sans fin au Conseil, et reporterait par conséquent aux calendes grecques l'adoption du règlement. En outre, eu égard aux habitudes institutionnelles, il est préférable que la Commission arrête la liste des régions pouvant bénéficier du concours du Fonds en s'appuyant sur les résultats de la consultation du Comité permanent de développement régional.

10. La commission économique sait que la Commission a une idée très précise des régions qui pourraient bénéficier du concours du F.E.O.G.A., section orientation. Aussi regrette-t-elle, en dépit des raisons invoquées, que le document présenté ne contienne pas une liste des régions bénéficiaires. Pourquoi la Commission ne montrerait-elle pas, statistiques et commentaires à l'appui, quelles sont les régions de la Communauté qui n'ont pu jusqu'ici avoir part aux avantages qu'offre un marché élargi ? Doit-elle réellement attendre pour le faire que des institutions qui ne sont pas encore créées lui communiquent

leur avis ? En procédant de la sorte, la Commission convaincra difficilement les gouvernements de la nécessité d'une action communautaire énergique dans le domaine de la politique des structures.

11. Les résultats des premiers débats qui ont eu lieu au sein du Conseil sur divers problèmes de politique structurelle, le 20 octobre 1971, semblent donner raison à la commission économique. Le représentant de la Commission a déclaré devant la commission économique qu'en s'efforçant de mettre en oeuvre une politique structurelle, la Commission foule un terrain nouveau de la politique d'intégration. C'est pourquoi il faut tenir compte tout particulièrement de la souveraineté des Etats dans ce domaine. Ces considérations ont amené la Commission à se montrer particulièrement prudente dans ses propositions. Dans toutes les tentatives qu'elle a faites pour définir des régions, elle a pris en considération la compétence des Etats membres.

12. A l'invitation qui lui était adressée d'entreprendre une action lui permettant d'avoir enfin elle aussi part aux efforts visant à influencer la coopération entre des régions situées de part et d'autre d'une même frontière, la Commission a répondu qu'elle s'attachait à faire valoir ses conceptions en ce domaine. Comme les années passées, force est à la commission économique de constater que jusqu'ici, la Commission n'est pas intervenue suffisamment dans les contacts bilatéraux qui existent entre certains pays membres pour favoriser la coopération entre des régions frontalières appartenant à différents Etats membres de la Communauté. L'affirmation selon laquelle la Commission doit, en ce domaine, tenir compte de la souveraineté des différents Etats membres ne satisfait pas la commission économique, attendu que la Communauté tend à la réalisation d'une union économique et monétaire.

Les caractéristiques des projets pouvant bénéficier du concours du Fonds -
Les crédits alloués, la durée du concours et le rôle des Etats membres

13. Les caractéristiques qu'énonce la Commission dans sa proposition de règlement peuvent difficilement être jugées dans le détail étant donné la forme lapidaire sous laquelle elles sont présentées. Il apparaît évident que ces projets doivent s'inscrire dans le cadre d'une opération de développement régional, qu'ils doivent garantir un effet économique durable et assurer des conditions de revenu et d'emploi suffisantes.

14. Toutefois, la priorité qui est accordée aux projets ayant pour objet la commercialisation et la transformation de produits agricoles nous amène à formuler quelques observations, étant donné que la pauvreté relative de certaines régions est imputable à la prédominance de l'activité agricole et non à la pénurie d'activités agricoles de transformation. A cette observation, la

Commission a objecté que pour bénéficier d'un crédit de 250 millions d'unités de compte échelonné sur 5 ans, au titre du F.E.O.G.A., ces projets doivent favoriser les activités agricoles et que la décision du 22 mars 1971 relative à la restructuration de l'agriculture prévoit une priorité pour la commercialisation des produits agricoles.

Cela signifie qu'il n'est pas question, pour ces régions agricoles, d'une politique structurelle qui ait aussi pour objet les autres secteurs économiques déficients de ces régions et ceux qui y travaillent.

Dans ces conditions, s'il est vrai que le règlement proposé ouvrira une nouvelle possibilité d'aide à l'amélioration des structures agricoles, on est encore loin d'une réforme générale des structures régionales !

15. En tout cas, il faut éviter que des actions de restructuration financées à l'aide de fonds européens, si modestes soient-ils, aboutissent en fin de compte à conserver des activités économiques qui, dans la perspective de la rationalisation provoquée par l'effet du marché commun, ne méritent à vrai dire pas d'être encouragées.

16. Le choix des priorités ne doit pas procéder uniquement de considérations de politique budgétaire et de politique agricole. La commission économique aurait souhaité que la décision concernant les activités économiques à développer en priorité dans une région donnée soit prise de préférence en fonction des possibilités de modifier les structures de cette région. Alors que l'on progresse dans la voie de l'union économique et monétaire, il importe de ne pas laisser des considérations de technique budgétaire peser sur l'objectif final.

17. On peut très bien concevoir l'implantation d'industries ayant un avenir technologique dans des régions qui ont actuellement une structure agricole prédominante et qui sont de plus en plus défavorisées. Les entreprises à créer doivent pouvoir compter sur un personnel qualifié, ce qui implique l'existence de centres de formation professionnelle pouvant assurer la reconversion des adultes et la formation des jeunes, de façon que les entreprises qui pourraient se constituer dans les régions dont il s'agit de rétablir l'équilibre atteignent un niveau de technicité comparable à celui des autres entreprises de la région ou des entreprises dont elles seront peut-être des filiales. Or, on peut douter que 250 millions d'u.c. répartis sur 5 ans suffisent à cet effet. La commission économique prend acte de la déclaration du représentant de la Commission selon laquelle lorsque ce règlement sera en vigueur depuis cinq ans, la Communauté aura progressé en matière de politique structurelle et d'autres crédits pourront alors être mobilisés. On se reportera, à ce sujet, aux pages 23 et 24 de l'avis de la commission des affaires sociales et de la santé publique.

18. Ce sont les Etats intéressés par les aides qui établissent si les projets d'investissement sont "économiquement sains". Indépendamment du fait qu'elle se demande comment la Commission peut a priori s'assurer rapidement du caractère économiquement sain des projets d'investissement en faveur de personnes ayant cessé leur activité agricole et de leurs descendants directs, la commission économique s'interroge sur les raisons qui ont incité la Commission à laisser aux Etats membres le soin de préciser les moyens communautaires à mettre en oeuvre. Comment une conception européenne peut-elle être réalisée de façon autonome si l'on adopte une telle procédure ?

19. En réponse à de telles objections, la Commission fait valoir qu'elle doit tenir compte que les Etats membres ne sont pas particulièrement favorables à des interventions communautaires dans le domaine de la politique structurelle et que les crédits que la Commission aurait à accorder seraient de toute façon très réduits. Il se peut que la Commission ait établi un diagnostic exact. Il n'empêche qu'elle devrait mener une politique d'information suivie afin de parvenir, au fil des ans, à convaincre les Etats membres que l'on ne peut s'engager dans la voie d'une union économique sans disposer d'instruments autonomes dans le domaine de la politique structurelle.

20. Bien qu'elle connaisse les difficultés que la Commission rencontre pour mettre au point un éventail d'instruments appropriés en matière de politique structurelle, la commission économique a l'impression que la Commission est par trop en position de faiblesse pour négocier avec le Conseil. Les négociations en vue de l'établissement d'un programme de politique structurelle qu'elle mène avec le Conseil, depuis 1969, semblent confirmer cette opinion. L'argument sans cesse invoqué selon lequel la politique des structures relève principalement de la compétence des Etats ne saurait justifier, eu égard aux objectifs ambitieux que les Etats membres se sont assignés par la conclusion des traités de Rome, les retards sans fin apportés à l'action de la Communauté dans le domaine de la politique des structures.

21. Pour la création de nouveaux emplois, le Fonds accorde une subvention en capital, versée en une seule fois, d'un montant de 1.500 unités de compte, par emploi nouvellement créé.

Il n'a pas été possible à la commission économique d'avoir connaissance des modalités selon lesquelles cette somme avait été calculée. Elle a été informée que l'on avait estimé suffisante la somme de 1.500 u.c. retenue, en considération de l'expérience acquise en matière de création d'emplois. La création d'un emploi occasionne un coût total variant, selon le type d'investissement, entre 10.000 et 20.000 à 30.000 unités de compte. La contribution de la Communauté, qui représente un pourcentage de 7 ou 8 % au maximum, n'est donc pas très importante. La commission économique a pris acte de ces déclarations. Malheureusement, elle continue à douter que de telles subventions

permettent à des entreprises "saines" de s'implanter dans des régions agricoles défavorisées. Se référant aux remarques qu'elle avait formulées à ce sujet dans le rapport sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une décision relative à l'organisation de moyens d'action de la Communauté en matière de développement régional (doc. 29/70), la commission économique se félicite cependant d'apprendre que le concours du Fonds ne peut altérer les conditions de concurrence d'une manière incompatible avec les principes contenus dans les dispositions de l'article 92 du traité C.E.E.

Le rôle des différentes institutions - L'action conjuguée de la Commission et des Etats membres -

22. En ce qui concerne d'une part l'harmonisation des interventions du F.E.O.G.A., de la Banque européenne d'investissement, du Fonds social européen, et du Fonds européen de bonification d'intérêts pour le développement régional, encore à créer, et d'autre part, la nécessité pour la Commission d'examiner les demandes de concours dans un délai de six mois, la commission économique a formulé quelques objections touchant aux modalités pratiques et aux délais les plus appropriés. Les représentants de la Commission ont rappelé les expériences faites à cet égard par les institutions intéressées et ont estimé qu'il ne fallait pas s'attendre à des difficultés sérieuses. Au cas où les deux propositions de règlement seraient adoptées par le Conseil dans la forme présente, l'avenir démontrera dans quelle mesure les craintes de la commission économique étaient justifiées.

°

° °

23. Après examen du document à l'étude, la commission économique incline à considérer les propositions de la Commission comme des propositions minimales, et à estimer qu'elles ne permettront pas avant longtemps à l'Europe de mener une action globale en matière de structures. Cette constatation n'est pas négligeable, attendu que les représentants de la Commission et du Conseil ne se sont pas fait faute de déclarer qu'aucune union économique ou monétaire ne sauraient se concevoir en l'absence d'une politique communautaire en matière de structures régionales.

II. Proposition de règlement relative au Fonds européen de bonification d'intérêts pour le développement régional

24. Ce projet de la Commission prévoit qu'une aide peut être accordée sous forme de bonification d'intérêts lorsque des prêts sont consentis par la Banque européenne d'investissement ou par d'autres institutions financières pour financer des mesures ayant pour objet de développer des régions prioritaires. Le Fonds de bonification d'intérêts est notamment appelé à intervenir pour favoriser le développement économique des régions que la mutation de l'agriculture affecte profondément et où la population active agricole présente un excédent important. Pour pouvoir bénéficier du concours du Fonds, les projets d'investissement doivent s'inscrire dans le cadre d'un plan de développement régional ou "de tout autre ensemble cohérent d'opérations de développement régional au sens de l'article 4 de la première proposition de règlement". Pour les cinq premières années de fonctionnement du Fonds, on prévoit un coût de la bonification d'intérêts de 50 millions d'u.c. par an.

La commission économique constate à ce sujet que l'intervention du Fonds de bonifications à instituer en vertu de l'article 7 - 1 de la proposition de décision n'est prévue qu'en faveur des régions agricoles prioritaires. Si cela peut apparaître comme justifié en raison de la modicité des crédits prévus, ce n'en est pas moins de nature à confirmer l'impression que la politique des structures régionales s'inspire unilatéralement de considérations de politique agricole.

25. Comme elle l'a déclaré à la commission économique, la Commission a fixé à cinq ans la durée de fonctionnement de ce Fonds de bonification d'intérêts, afin que son intervention corresponde à la durée de l'intervention du F.E.O.G.A., section orientation. Sur ce point par conséquent, la commission économique renvoie aux observations qu'elle a formulées sur la proposition de règlement précédemment examinée.

26. La disposition selon laquelle les projets d'investissement doivent, pour bénéficier du concours du Fonds, s'inscrire dans le cadre d'un plan de développement, paraît justifiée. Il faut seulement rappeler que la commission économique a, lors de l'examen de la proposition de décision de 1969, formulé des objections sérieuses en ce qui concerne la mise au point du plan de développement et les autorités participant à son élaboration. Il convient donc d'insister une nouvelle fois sur la nécessité pour les autorités régionales intéressées de participer dans une mesure déterminante à l'élaboration des plans de développement. Il y a tout lieu de craindre que, dans le domaine de la politique des structures régionales, l'Europe ne soit sur le point de s'engager sur la voie périlleuse comme en fait foi la situation sur le plan national de la centralisation.

Les bénéficiaires

27. Peuvent bénéficier du concours du Fonds les projets d'investissement économiquement sains ayant pour objet des infrastructures, des activités industrielles, artisanales ou de services. Sont donc retenus comme projets d'investissement économiquement sains les projets répondant à des critères identiques à ceux énoncés dans le règlement précédemment examiné. Les considérations et commentaires que la commission économique avait formulés à ce propos s'appliquent donc également en l'occurrence. La commission économique estime en outre que la distinction établie entre les activités artisanales et les activités de service est trop vague.

Le Fonds doit poursuivre aussi, dans le cadre des objectifs économiques, des objectifs sociaux, et doit donc accorder une certaine priorité aux projets tendant directement ou indirectement à créer dans les régions prioritaires, un nombre d'emplois nouveaux aussi grand que possible.

Montant de la bonification d'intérêts

28. La bonification d'intérêts est de 3 points au maximum accordée pendant douze ans sous forme d'annuités. Comme dans le règlement discuté précédemment, il est stipulé que l'intervention du Fonds ne doit pas altérer les conditions de concurrence d'une manière incompatible avec les principes et les dispositions du traité.

29. La commission économique a pris acte du fait qu'il est impossible de modifier la bonification d'intérêts en fonction des différents taux d'intérêt des Etats membres ou en fonction de l'évolution conjoncturelle. Le taux d'intérêt maximum doit être connu par avance et si la Commission propose un maximum de 3 points pour l'intervention annuelle de 50 millions d'unités de compte, c'est parce que cela permettra de toucher 800 à 900 millions d'u.c. d'investissements. Il faut considérer cette intervention communautaire comme un complément aux crédits alloués par l'intermédiaire du règlement précédemment examiné.

La procédure de demande

30. En proposant d'adopter les dispositions régissant la procédure de demande que contient le règlement à l'étude, la Commission laisse de nouveau une place importante aux Etats membres. Elle y a été amenée par des considérations analogues à celles qui ont fait l'objet des critiques émises dans la proposition de règlement discutée précédemment. La commission économique renvoie donc aux objections qu'elle a formulées lors de l'examen de la première proposition de règlement. En ce qui concerne l'application pratique de la procédure de demande, elle se demande comment, en cas de difficultés, le contrôle à coup sûr laborieux et la consultation prévue pourront se dérouler dans un délai

suffisamment bref pour ne pas entraver l'exécution des projets à financer. Egalement en ce qui concerne la voie hiérarchique à suivre, la commission estime que les différentes instances intéressées auraient dû être désignées plus clairement dans la présente proposition de règlement.

Le concours du Fonds

31. La commission économique estime que, dans la procédure prévue à cet égard, il aurait été utile que l'on indiquât les critères suivant lesquels une information est reconnue comme "nécessaire" et par conséquent devant être fournie par les Etats membres et les investisseurs intéressés. La commission économique incline à penser que la Commission fixera ces critères dans les dispositions d'application. Elle souhaiterait cependant d'ores et déjà savoir si le Parlement sera consulté sur ces dispositions d'application. La commission économique attache une importance particulière à cette consultation, le choix des critères devant éliminer toute possibilité de discrimination.

La procédure budgétaire

32. Les crédits nécessaires au Fonds doivent figurer dans un chapitre spécial du budget des Communautés. On peut se féliciter de cette disposition comme de celle qui prévoit que les crédits autorisés sont inscrits sur la base de l'avant-projet établi par la Commission, dans le budget des Communautés. La commission économique est particulièrement satisfaite de ce que la Commission soumette au Conseil et au Parlement européen, avant le 1er juillet de chaque année, un rapport sur l'activité du Fonds durant l'année écoulée.

° °

Le Comité consultatif permanent

33. A la recherche d'un équilibre qu'elle estime indispensable entre l'action communautaire et l'action des différents Etats dans le domaine de la politique des structures régionales, la commission économique s'est préoccupée à nouveau du rôle qui doit être imparti au Comité permanent de développement régional. A ce jour - c'est-à-dire deux ans après que la création d'un tel Comité a été proposée, on ignore toujours auprès de quelle institution il sera constitué.

34. Lors de l'adoption de la résolution sur la proposition de décision du Conseil relative à l'organisation de moyens d'action de la Communauté en matière de développement régional, il ne faisait pas de doute pour le Parlement européen que ce Comité devait être constitué auprès de la Commission. Aujourd'hui cette opinion se voit expressément confirmée. Les associations régionales, qui d'ores et déjà accomplissent un travail précieux dans certains Etats membres de la Communauté, devraient être représentées au sein de ce comité.

35. A cet égard, la commission économique tient à faire remarquer que la Commission n'a pas tenu suffisamment compte dans ses propositions de l'existence dans certains Etats membres de structures administratives régionales très développées. La Communauté ne peut négliger ce fait politique pour la simple raison que dans quelques autres Etats membres, il n'existe pas de telles collectivités territoriales. Si on laisse aux Etats membres le soin de désigner les membres du Comité permanent de développement régional, il est à craindre que du même coup, la Communauté ne se trouve livrée, pour des raisons de simplification, à la centralisation, dont on connaît les effets néfastes sur le plan national.

Observation finale

36. Le représentant de la Commission a déclaré à la commission économique qu'en ce qui concerne les questions de politique structurelle, le Conseil n'avait pris le 20 octobre aucune décision essentielle. Les différentes délégations n'ont pu tomber d'accord sur la question de savoir s'il était possible de faire appel au concours du F.E.O.G.A., section orientation, pour financer des mesures de politique structurelle. Sur ce point, les services juridiques de la Communauté avaient donné un avis favorable. La discussion sur la proposition de la Commission visant à créer un Fonds européen de bonification d'intérêts en faveur des mesures de politique structurelle s'est poursuivie sans résultat. Enfin, le problème institutionnel posé apparemment par la création proposée d'un comité consultatif permanent de développement régional n'a pu être résolu. Des divergences ont même surgi sur l'interprétation à donner à la résolution du Conseil concernant la création d'une union économique et monétaire. Les délégations n'étaient pas d'accord sur la question de savoir si de nouveaux moyens financiers devaient être créés ou si l'on devait utiliser les seuls moyens existants. Enfin, il semble que les réserves que les Etats candidats à l'adhésion ont fait valoir à l'encontre de certains Etats membres en ce qui concerne la portée des problèmes de politique structurelle et la possibilité de les résoudre dans le cadre des Dix aient contribué à l'issue peu satisfaisante des négociations au Conseil.

37. Dans ces conditions, l'initiative prise par la Commission en vue de réaliser grâce à deux propositions de règlement une action de politique structurelle, tout au moins dans le secteur de l'agriculture, à l'aide d'instruments économiques, n'a guère de chance d'être couronnée de succès au Conseil. Au cours de l'examen des deux propositions de règlement, la commission économique a déjà fait observer, à plusieurs reprises, qu'il s'agissait à son avis de propositions dites minimales. Eu égard à l'accueil réservé par le Conseil à ces propositions et à la proposition de décision de 1969, la commission économique s'abstiendra,

pour des considérations politiques générales, de formuler les amendements qu'appelleraient les appréciations critiques portées sur le texte du règlement. Compte tenu des objectifs du traité de Rome, de leur confirmation par la conférence de La Haye et de la volonté déclarée du Conseil de réaliser l'union économique et monétaire, la commission économique s'était attendue de la part de la Commission, à des propositions de plus vaste portée et de la part du Conseil, à la manifestation d'une volonté renforcée de réaliser une politique commune en matière de structures. L'espoir, exprimé par le représentant de la Commission, qu'après la session du Conseil du 20 octobre, une tournée des capitales contribuera peut-être à clarifier la situation ne lui paraît guère justifié.

Il faut se garder de l'illusion que l'adoption des deux règlements par le Parlement puisse hâter la conclusion du dernier acte de la réforme des structures agricoles. Les deux règlements sont si étroitement tributaires, ne serait-ce qu'en raison de la communication qui les précède, de la proposition - sur laquelle le Conseil n'a pas encore statué - de décision relative à l'organisation des moyens d'action de la Communauté en matière de développement régional, que c'est de l'examen de cette proposition par le Conseil que dépend désormais l'aboutissement de la réforme des structures agricoles. La réforme des structures agricoles et la politique des structures régionales risquent de se trouver indissolublement liées l'une à l'autre.

38. La commission économique persiste à croire que l'abondance des problèmes qui se posent dans le domaine de la politique des structures régionales, les répercussions pas toujours favorables de la politique structurelle nationale et l'évolution constante de notre société industrielle exigent de toutes les institutions de la Communauté une action plus rapide et plus efficace que par le passé. La politique structurelle est un aspect dont il faut tenir compte dans toute action politique de la Communauté. Durant ces quelques années d'existence du Marché commun, les travaux qui réclamaient jour après jour l'établissement d'une union douanière ont trop longtemps conduit à négliger les dimensions de l'aire communautaire. Après son élargissement, l'Europe des Six aura besoin d'un programme d'action de politique structurelle en rapport avec ses dimensions. Les tentatives d'action entreprises dans ce domaine ne doivent plus se perdre dans le dédale d'organismes consultatifs techniques. L'opinion publique européenne ignore tout du souci de la Communauté d'agir dans le domaine de la politique structurelle. C'est pourquoi la Commission devrait, à l'avenir, mettre en oeuvre une politique d'information appropriée afin de susciter davantage de compréhension dans les Etats membres pour la mission qui lui incombe en matière de politique structurelle. En l'absence d'une politique globale en matière de structures régionales, on ne

parviendra pas à créer des conditions de vie optimales pour les populations de la Communauté. Les répercussions néfastes que les régions sous-développées ont sur le développement de l'ensemble de l'économie de la Communauté sont de plus en plus manifestes.

39. Compte tenu de ces considérations et de l'état de la discussion des questions de politique structurelle au Conseil, la commission économique a saisi l'occasion offerte par les discussions sur le budget de la Communauté pour l'exercice 1972, qui ont eu lieu en novembre 1971, pour demander que les crédits réclamés par la Commission dans ses propositions concernant une action de politique structurelle dans le domaine de l'agriculture soient intégralement inscrits dans le budget de 1972. En outre, la commission économique posera au Conseil une question orale l'invitant à fournir au Parlement européen des informations sur sa conception de la politique communautaire en matière de structures.

40. En dépit des nombreuses et sérieuses objections et critiques qu'elle se devait de formuler, la commission économique, s'inspirant de considérations générales touchant l'intégration, recommande au Parlement européen d'approuver les propositions de la Commission, qui constituent un tout premier pas dans la voie de la réalisation d'une politique des structures régionales. Elle pense que le Conseil doit considérer comme formant un tout ces propositions de règlement et la proposition de décision de 1969, et les adopter à très bref délai. Elle invite instamment la Commission européenne à saisir sans tarder le Conseil de nouvelles propositions relatives à la politique des structures, complétant la proposition de décision de 1969.

Avis de la commission de l'agriculture

Rédacteur pour avis : M. Louis BRIOT

Le 1er juillet 1971, la commission de l'agriculture a nommé M. BRIOT rédacteur pour avis.

En ses réunions des 12 et 13 octobre, 30 novembre et 1er décembre, 6 et 7 décembre 1971, elle a examiné le projet d'avis. Celui-ci a été adopté, au cours de cette dernière réunion, à l'unanimité moins une abstention.

Etaient présents : M. Vredeling, vice-président, président ff., M. Richarts, vice-président, M. Briot, rédacteur pour avis, MM. Baas, Dewulf, Klinker, Kollwelter, de Koning, Kriedemann, Mlle Lulling, MM. Riedel, Scardaccione, Zaccari.

1. La commission de l'agriculture n'entend pas reprendre, dans le présent avis, une analyse des règlements proposés, puisque cette analyse est faite dans le rapport présenté par la commission compétente au fond, à savoir la commission économique. Dès lors, la commission de l'agriculture se limiterait-elle à présenter les observations qu'appellent de sa part ces propositions.

2. Il importe néanmoins de préciser le contexte dans lequel se situent ces deux propositions de règlement.

La première concerne le financement par le FEOGA, section orientation, de projets s'inscrivant dans le cadre d'opérations de développement dans les régions agricoles prioritaires. Elle tend à instaurer l'attribution d'une prime de 1.500 u.c. par emploi nouvellement créé et susceptible d'être occupé par une personne ayant cessé l'activité agricole ou par un de ses descendants directs.

Les projets bénéficiaires de cette aide doivent se placer dans le cadre d'opérations de développement des régions agricoles prioritaires et entraîner la création d'au moins 20 emplois. Les crédits ouverts au titre du FEOGA, section orientation, seraient de 50 millions d'u.c. par an, pendant 5 ans.

On peut considérer que cette proposition de règlement constitue l'application directe du point VII de la résolution du Conseil du 25 mai 1971 concernant la nouvelle orientation de la politique agricole commune (J.O. C 52 du 27 mai 1971), point VII consacré à l'"évolution concertée de la politique agricole commune et des autres politiques de la Communauté".

3. La seconde proposition concerne un règlement relatif au Fonds européen de bonifications d'intérêts pour le développement régional. Elle constitue la suite concrète de la proposition de décision relative à l'organisation de moyens d'actions de la Communauté en matière de développement régional, présentée par la Commission au Conseil le 17 octobre 1969.

La proposition de règlement tend à créer un tel Fonds, dont l'action se situerait par priorité :

- a) dans les régions périphériques sous-développées,
- b) dans les régions frontalières,
- c) dans les régions particulièrement affectées par l'impact d'une politique commune et surtout de la politique agricole commune,
- d) enfin, dans les régions qui connaissent une régression de leur activité économique dominante.

Là aussi, le coût prévisionnel serait de 50 millions d'u.c. par an, cette somme étant inscrite à un chapitre spécial du budget des Communautés.

La seconde proposition de règlement n'est pas limitée aux régions agricoles prioritaires, mais ses dispositions peuvent, au demeurant, se cumuler avec les dispositions de la première proposition de règlement.

4. Après examen de ces textes, la commission de l'agriculture a émis un avis favorable, ceci valant essentiellement au regard de la première proposition qui est plus spécialement de son ressort.

Cet avis favorable s'accompagne néanmoins des observations suivantes qui touchent, soit aux principes, soit aux modalités d'application.

I - Principes

A. Réforme des structures agricoles et financement des opérations de développement

5. La commission de l'agriculture a, à maintes reprises, mis l'accent sur la nécessité de conjuguer la réforme de l'agriculture et la cessation d'activités qu'elle tend à faciliter pour un certain nombre d'exploitants ou de salariés agricoles avec la possibilité d'un réemploi pour les travailleurs en âge de se reconvertir.

Dans ces conditions, elle estime avec la Commission et le Conseil (résolution précitée) que la première proposition constitue un complément indispensable, voire même forme un tout avec les propositions modifiées de directives sur la réforme de l'agriculture. Elle regrette à ce sujet que le Parlement européen n'ait pas été en mesure de débattre simultanément de ces deux séries de propositions, mais elle espère que le court laps de temps qui séparera les deux débats dans cette enceinte permettra au Conseil de se saisir en temps utile de l'avis du Parlement européen pour pouvoir

l'examiner conjointement avec celui émis le 18 novembre 1971 sur la réforme de l'agriculture.

6. Celà étant, le montant des sommes mises à la disposition par la proposition concernant le financement par le FEOGA peut apparaître comme faible par rapport aux besoins. La commission de l'agriculture ne voit en elle qu'une première démarche.

Toutefois, deux facteurs doivent être considérés :

a) il est difficile de préjuger le nombre d'exploitants ou de salariés agricoles, en âge de se reconvertir, qui cesseront leur activité agricole; tout chiffre avancé ne peut être considéré que comme une hypothèse de travail,

b) la proposition de règlement comporte un effet multiplicateur, en ce sens qu'elle n'est pas substitutive à l'action des Etats membres, mais complémentaire à cette dernière, qui peut toujours s'exercer dans la limite des articles du Traité relatifs aux conditions de concurrence.

En outre, cet effet multiplicateur est encore plus notable dans la seconde proposition de règlement puisqu'ici l'intervention communautaire ne consiste pas en l'attribution d'un capital, mais en bonifications d'intérêts pour les prêts accordés par la Banque Européenne d'Investissement ou par d'autres institutions financières.

B. Bases juridiques des propositions

7. La commission de l'agriculture s'est interrogée sur le bien fondé de la base juridique retenue, à savoir, pour la première proposition, l'article 43 et, pour la seconde, les articles 235 et 209.

Quant à la première proposition, la commission de l'agriculture a eu connaissance d'un avis formulé conjointement par les services juridiques de la Commission et du Conseil qui concluait que son fondement juridique peut être effectivement trouvé dans les articles du Traité consacrés à la politique agricole commune et notamment dans l'article 39, § 1 a). En effet, cet article prévoit, parmi les buts de la politique agricole commune, celui d'"accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'oeuvre".

8. Les services juridiques estiment que la proposition de règlement répond bien à l'objectif d'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'oeuvre, dans la mesure où l'excès de main-d'oeuvre constitue la principale cause de déséquilibre dans l'emploi des facteurs de production en agriculture.

C. Imputations budgétaires

9. Tout en reconnaissant une valeur certaine à cet argument, la commission de l'agriculture considère que les propositions de réforme des structures agricoles ne sont pas conçues au seul profit des agriculteurs mais qu'elles doivent aussi, à côté des intérêts de l'agriculture, servir les intérêts de l'économie générale grâce à une adaptation des structures régionales. Dès lors, peut-on estimer que la création d'emplois, ces derniers fussent-ils occupés par d'anciens agriculteurs, relève tant du domaine de l'agriculture que du domaine de l'économie générale. Dès lors est-il aussi normal de conjuguer les actions ressortant au domaine proprement agricole et celles ressortant à la politique régionale. Tel est bien, semble-t-il, l'esprit des propositions actuellement soumises à l'examen du Parlement.

Ce qui importe surtout à la commission de l'agriculture, c'est qu'une action puisse être entreprise rapidement en ce qui concerne, à la fois l'amélioration des structures agricoles et un meilleur équilibre des forces sur le plan régional.

II - Modalités d'application

10. La conception de base de la commission de l'agriculture, d'une part sur la liaison à établir entre les propositions de directives modifiées sur la réforme de l'agriculture et la première proposition de règlement à l'examen et, d'autre part, sur le rôle dévolu respectivement à la politique agricole et à la politique régionale, l'a amenée à présenter les observations suivantes qui portent sur trois ordres d'idées.

A. L'équilibre régional

11. Il y a suffisamment d'exemples de faux investissements pour que les responsables de l'économie sur le plan général ne mesurent pas leur responsabilité lorsqu'ils seront amenés à décider des aides à donner à telle ou telle entreprise qui désirerait se créer. A cet égard, il est assez réconfortant de constater que la Commission, dans son exposé des motifs, met l'accent sur le fait que les créations d'emplois non agricoles dans certaines régions prioritaires doivent se faire dans le cadre d'opérations cohérentes de développement économique.

12. La commission de l'agriculture voudrait, pour sa part, insister sur le fait que les moyens mis en oeuvre doivent contribuer à un rééquilibrage régional dans ces régions agricoles prioritaires, mais qu'ils ne doivent pas être un instrument supplémentaire de désertification à un moment où il apparaît de plus en plus évident que les réformes de structure agricole doivent s'inscrire dans le cadre d'une politique de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Là aussi, on peut voir un élément positif dans le fait qu'une priorité est donnée aux projets ayant pour objet la commercialisation et la transformation des produits agricoles. Il est clair qu'une telle priorité n'a de sens que dans la mesure où une production agricole est maintenue dans les régions concernées.

B. Les caractéristiques souhaitables des projets pouvant bénéficier d'une aide

13. La commission de l'agriculture est tout à fait consciente que la création d'entreprises ne peut se faire avec les seuls travailleurs venus du secteur agricole. Tel est du reste l'esprit de la première proposition puisque si elle limite les aides à la création de postes aux seules personnes venues du secteur agricole, elle ne fait pas obligation à ces entreprises de ne recevoir que du personnel venu de ce secteur.

C'est pourquoi aussi la Commission a présenté conjointement la seconde proposition qui, par le jeu des bonifications d'intérêts (3 points sur 12 ans) peut renforcer l'action prévue par la première proposition. La seconde a un champ d'application plus grand sans être pourtant exclusive de la première.

14. Deux autres considérations ont été émises par la commission de l'agriculture :

- a) Dans la mesure où les entreprises nouvelles font appel à des travailleurs en provenance du secteur agricole, il devrait s'agir essentiellement de personnel masculin afin de procurer un nouvel emploi aux chefs de famille qui souhaiteraient ou qui auraient été amenés à quitter l'agriculture.
- b) Les entreprises à créer doivent pouvoir compter sur un personnel qualifié. Il est donc nécessaire que l'on dispose d'écoles d'apprentissage facilitant la reconversion des adultes et permettant la formation des jeunes, afin que les entreprises qui verraient le jour dans les régions à rééquilibrer se placent à un degré de la technique qui puisse soutenir la comparaison, soit avec les autres entreprises de la région, soit avec les entreprises-mère dont elles seraient peut-être les filiales.

15. Une longue discussion s'est instaurée au sein de la commission de l'agriculture à propos de l'article premier, paragraphe 2, aux termes duquel les projets visés dans la première proposition de règlement doivent entraîner la création d'au-moins 20 emplois non agricoles destinés à des personnes cessant leurs activités agricoles et à leurs descendants directs.

Un certain nombre de membres a fait observer que, notamment dans le secteur des services, l'obligation de créer au moins 20 emplois était de nature à limiter le champ d'application du règlement. Ils demandent à cet égard que le "butoir" ne soit pas aussi rigide. On peut en effet très bien, selon eux,

concevoir la création d'activités qui ne nécessiteraient pas 20 emplois, en particulier dans le domaine du tourisme. Il s'agit d'éviter une désertification, comme il a déjà été mentionné plus haut. C'est ainsi que certaines régions deshéritées possèdent cependant des sites naturels de grande beauté qui offrent de larges possibilités pour un développement des activités touristiques et la création éventuelle de parcs nationaux.

Selon la réponse fournie par le représentant de la Commission, il importe de lire cet article premier, paragraphe 2, en relation avec l'article 4, paragraphe 1. Plus important à ses yeux que le nombre même d'emplois à créer est le fait que le projet puisse être considéré comme un élément déterminant du développement économique de la région.

En effet, il faut toujours avoir présent à l'esprit l'optique du développement régional et il ne faudrait pas que l'action envisagée par la Commission se traduise par des aides accordées à un grand nombre de projets, peut-être intéressants en eux-mêmes, mais sans signification économique réelle sur le plan d'un programme de développement régional équilibré.

C. Les délais et la procédure

16. La commission de l'agriculture a aussi mis l'accent sur le parallélisme entre la date d'entrée en vigueur de ces règlements et la mise en application des directives de réforme des structures agricoles dans les Etats membres. Pour elle, et si déjà on fait appel aux ressources du FEOGA pour ce financement de la politique régionale, il ne fait aucun doute que le parallélisme doit être respecté.

17. Sur un plan de procédure enfin, la commission de l'agriculture relève, à l'article 11, que la Commission consulte le "Comité permanent de développement régional" sur les aspects régionaux de chaque projet introduit. Pour elle, il s'agit d'une procédure de consultation et non d'une procédure qui tendrait à altérer les décisions de principe du Conseil et à limiter la responsabilité de la Commission et sa liberté d'action.

Quant aux décisions sur les concours, elles sont prises selon la procédure prévue à l'article 7, paragraphe 1, du règlement n° 729/70, c'est-à-dire après consultation du Comité du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole. Il s'agit de procédures ayant cours dans le domaine agricole auxquelles la commission de l'agriculture est particulièrement attachée. Elle insiste auprès de la Commission pour que ce texte soit adopté en la forme par le Conseil.

18. En conclusion de ses délibérations, la commission de l'agriculture a résumé comme suit l'essentiel de ses considérations au regard des propositions de règlement soumises à son examen :

La commission de l'agriculture,

- considère que les propositions de réforme des structures agricoles ne sont pas conçues au seul profit des agriculteurs mais qu'elles doivent aussi, à côté des intérêts de l'agriculture, servir les intérêts de l'économie générale, grâce à une adaptation des structures régionales;
- rappelle les résolutions du Parlement européen du 11 février et du 18 novembre 1971 et la résolution du Conseil du 25 mai 1971, point VII, qui mettaient l'accent sur la nécessité de réaliser des progrès rapides, notamment en matière de politique régionale, afin de contribuer d'une façon substantielle à la réalisation de la réforme de l'agriculture, cette dernière résolution prévoyant plus précisément la mise en place d'un "système d'incitation au développement régional, favorisant la création d'emplois, notamment dans des régions présentant un excédent important de population agricole active";
- constate que la première proposition à l'examen répond à ces résolutions et qu'elle constitue le complément indispensable, encore que modeste, des propositions modifiées de la Commission sur la réforme de l'agriculture;
- considère que le financement par le FEOGA d'opérations de création d'emplois non agricoles constitue une solution transitoire;
- estime que l'octroi de bonifications d'intérêts constitue un moyen efficace pour promouvoir la politique régionale;
- souscrit dans cet esprit aux deux propositions de règlements.

Avis de la commission des finances et des budgets

Redacteur pour avis : M. Giovanni BOANO

La commission des finances et des budgets a été consultée sur les propositions de règlement ci-dessus mentionnées, le 5 juillet 1971.

Le 12 juillet 1971, elle a nommé M. Giovanni Boano rapporteur pour avis.

En sa réunion du 5 novembre 1971, elle a examiné le projet d'avis et l'a adopté à l'unanimité.

Etaient présents : MM. Borocco, vice-président et président f.f., Boano, rapporteur de l'avis, Aigner, Artzinger, Berthoin (suppléant M. Houdet), Dulin, Durand, Mlle Flesch, MM. Koch, Memmel, Schwörer, Springorum (suppléant M. Pintus).

INTRODUCTION

1. La commission des finances et des budgets doit transmettre à la commission économique un avis sur les deux propositions de règlement à l'étude.

2. Le document de la Commission des Communautés comprend :

- une proposition de règlement (précédée d'un exposé des motifs) relative au financement des projets qui s'inscrivent dans le cadre d'opérations de développement des régions dites "régions agricoles prioritaires";
- une proposition de règlement (précédée d'une note introductive) relative à la création du Fonds européen de bonification d'intérêts pour le développement régional
- une communication assez détaillée exposant les raisons, les fondements et les objectifs des deux propositions de règlement.

3. Les deux règlements proposés tendent à mettre progressivement en application des décisions communautaires fondamentales, à savoir :

- I - la résolution du Conseil du 22 mars 1971 concernant la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire;
- II - la proposition de la Commission au Conseil relative à l'organisation de moyens d'action de la Communauté en matière de développement régional;
- III - le troisième programme de politique à moyen terme de la Communauté;
- IV - la résolution du 25 mars 1971 du Conseil relative à la mise en oeuvre de réformes structurelles dans l'agriculture.

4. Quant aux fondements des deux propositions de règlement, aux moyens qu'elles prévoient et aux objectifs qu'elles poursuivent, la commission des finances et des budgets doit porter un jugement sur les éléments suivants :

- a) les critères généraux retenus pour le financement des projets qui s'insèrent dans le programme de développement des "régions agricoles prioritaires" ;
- b) les aspects qualitatifs et quantitatifs de ce financement ;
- c) le rythme des financements ;
- d) les règles suivant lesquelles s'exerce le contrôle des financements communautaires ;
- e) la destination des financements ;
- f) les dispositions qui impliquent une coordination de l'éventail des mesures financières de la Communauté (mesures relevant de la section orientation du F.E.O.G.A., mesures financées par le Fonds social européen et mesures relevant du Fonds de bonification d'intérêts) ;
- g) les propositions complémentaires dont l'élaboration est rendue nécessaire par les deux propositions de règlement.

PREMIERE PROPOSITION DE REGLEMENT

concernant le financement de projets en faveur du développement des régions agricoles prioritaires avec le concours du F.E.O.G.A., section "orientation".

5. La proposition de règlement n° 1 se réfère aux directives sur la réforme des structures agricoles, et notamment à la directive B. Elle concerne les agriculteurs âgés de moins de 55 ans qui cessent leur activité pour trouver un emploi dans d'autres secteurs, libérant ainsi leurs terres pour la création d'exploitations rationnelles ou à des fins non agricoles.

Pour la période 1972-1976 (période d'application du règlement n° 1), le nombre de ces agriculteurs est évalué à 600.000 environ, dont 300.000 résident dans des régions agricoles dites prioritaires.

Il est nécessaire de créer pour eux de nouveaux emplois dans d'autres secteurs, si possible dans la région ou dans la zone de résidence.

Les mesures prévues à cette fin par le règlement à l'étude ont une valeur temporaire et sont limitées à la période d'application de ce règlement.

a) Détermination des régions prioritaires

6. Les interventions prévues devraient être concentrées dans les régions agricoles "prioritaires"; étant donné la modicité des crédits qui leur sont réservés, elles ne manqueraient pas de perdre leur efficacité si elles étaient réparties sur l'ensemble du territoire de la Communauté.

L'article 2 de la proposition énumère les caractéristiques que doivent posséder ces régions. Elles sont au nombre de trois :

- 1) le pourcentage de la population active employée dans l'agriculture doit être supérieur à la moyenne communautaire;
- 2) le produit intérieur brut par habitant au coût des facteurs doit être inférieur à la moyenne communautaire;
- 3) le pourcentage de la population active employée dans l'industrie doit être inférieur à la moyenne communautaire.

Aux termes du paragraphe 2 de ce même article peuvent en outre être considérées comme "régions agricoles prioritaires" des zones répondant à ces trois critères et qui accusent un important excédent de population active agricole, même si ces zones se situent dans des régions qui ne répondent pas dans leur ensemble aux trois critères énumérés ci-dessus.

Le coût total des interventions effectuées dans ces zones ne peut dépasser 10 % du coût prévisionnel total de l'action commune, telle qu'elle est définie par le présent règlement; toutefois, cette limite pourra être portée à un maximum de 20 % si la Commission constate que les décisions concernant les projets des régions prioritaires au sens du paragraphe 1 en laissent la possibilité.

L'introduction de la notion de zone, en tant que champ d'action possible de l'intervention, est accueillie avec satisfaction par la commission; elle permet en effet des interventions également dans ces zones défavorisées et déshéritées qui seraient injustement négligées si l'on se référait à une dimension politique purement occasionnelle, comme celle des circonscriptions administratives, dont l'origine est due la plupart du temps à des circonstances historiques ou fortuites.

Il semble clair que les "régions agricoles prioritaires" doivent être définies sur des bases nouvelles, compte tenu toutefois des indications figurant dans le troisième programme de politique économique à moyen terme.

C'est en tous cas ce qui ressort de l'article 2 qui fixe les critères suivant lesquels ces régions peuvent être définies comme telles, tâche qui reste encore à faire; cet article prévoit l'adjonction de zones plus restreintes assimilées à ces régions et charge spécialement la Commission d'en établir la liste, en indiquant également la procédure à suivre à cet égard.

Il faut rappeler à cet égard que les circonscriptions administratives ne constituent qu'un point de départ et que les régions et les zones d'intervention ne doivent pas nécessairement coïncider avec le territoire qu'elles délimitent; elles peuvent être établies sur la base de situations homogènes correspondant à certaines données sur le plan économique et social.

En ce qui concerne la priorité, rappelons enfin la préséance prévue à l'article 3, paragraphe 2, en faveur des projets concernant la commercialisation et la transformation des produits agricoles.

b) Aspects quantitatifs du financement

7. L'action commune décrite par le règlement à l'étude s'étend sur cinq ans (1972 à 1976).

Pour cette période, le coût prévisionnel s'élève à 250 millions d'u.c., soit en principe 25 millions d'u.c. par semestre.

Les concours accordés aux projets revêtiront la forme de subventions en capital, versées en une seule fois, et égales à un montant de 1500 u.c. par emploi non agricole créé au profit d'une personne ayant abandonné son activité dans l'agriculture ou d'un de ses descendants directs.

Compte tenu de ces chiffres, le concours du Fonds pourrait donc porter sur la création de 166.000 nouveaux emplois, un peu plus de la moitié des 300.000 dont on estime la création nécessaire dans les régions agricoles prioritaires, sur le total de 600.000 nécessaires, selon les prévisions, aux fins exposées ci-dessus, dans l'ensemble de la Communauté.

c) Aspects qualitatifs du financement

8. On ne saurait définir le montant de 1500 u.c. octroyé par la Communauté pour chaque nouvel emploi créé comme une "participation financière appropriée" qu'en partant du principe que "l'intention de la Communauté est plus de stimuler que de subventionner la création de nouvelles industries.

En ce qui concerne la prescription fixant à 20 emplois non agricoles le seuil minimum requis pour qu'un projet puisse être financé, il convient de noter qu'elle entrave la réalisation d'un des objectifs du règlement, à savoir le financement de projets relatifs à la création d'emplois également dans le cadre d'entreprises artisanales.

Pour que cet objectif puisse être atteint, il convient de prévoir la possibilité :

- 1) pour plusieurs entreprises artisanales, de se grouper à l'effet spécifique de bénéficier des interventions prévues par le règlement à l'étude;
- 2) pour l'aide prévue d'être versée également aux entreprises artisanales individuelles qui présentent un plan d'expansion et de restructuration visant à atteindre dans un délai de dix ans le seuil des 20 nouveaux emplois requis.

Les interventions prévues par le règlement proposé peuvent s'ajouter, au profit d'un même bénéficiaire, à celles visées par le règlement n° 2 relatif au Fonds européen de bonification d'intérêts pour le développement régional si les conditions requises sont remplies dans les deux cas.

d) Coordination des interventions financières de la Communauté

9. Dans la note introductive au premier règlement, la Commission déclare que les interventions du F.E.O.G.A. , aux fins exposées ci-dessus, doivent "être en harmonie" avec celles de la B.E.I., du Fonds social européen et du Fonds européen de bonification d'intérêts pour le développement régional.

Il reste à déterminer si cette coordination doit s'effectuer par une intensification des contacts habituels ou donner lieu à l'institution d'instruments ou de procédures spécifiques. On attend à cet égard les conclusions auxquelles parviendra la Commission; d'autre part, il convient d'insister sur la nécessité d'assurer cette coordination et sa systématisation si l'on veut que l'intervention ait lieu en temps utile et qu'elle soit efficace.

Il conviendrait en outre de préciser si les contacts avec les administrations des Etats membres qui financent une partie des projets visés par les propositions de règlement seront régis par des dispositions précises.

e) Rythme d'octroi des aides communautaires

10. Selon la première proposition de règlement (par. 8 de l'exposé des motifs, et article 10), les demandes de concours du Fonds sont présentées deux fois par an (avant le 1er juillet et avant le 1er janvier). La Commission est également tenue de statuer sur ces demandes au même rythme.

Ces dispositions visent à abréger les délais entre la demande et la décision d'octroi du concours et à "faciliter le bon fonctionnement du Fonds".

L'expérience acquise dans l'emploi de ce calendrier pour le financement des projets individuels de la section orientation du F.E.O.G.A. est à cet égard négative ; depuis plusieurs années, l'application de ce calendrier a rendu nécessaire l'adoption de règlements communautaires prorogeant à diverses reprises les délais prévus.

Puisque l'expérience a démontré que, notamment en raison du manque de personnel, il était inutile de fixer par voie de règlement les priorités et les urgences à respecter, il semble opportun que la Commission établisse un plan d'action qui tienne également compte des objectifs généraux poursuivis par ce règlement, et qu'elle rédige d'autre part un projet d'ensemble permettant d'adapter les instruments administratifs aux nouvelles dimensions des tâches à accomplir.

f) Aspects budgétaires du financement communautaire

11. La disposition tendant à limiter en toute hypothèse la possibilité de reporter les crédits d'un semestre au semestre suivant, quand bien même le retard n'est pas imputable aux requérants, est jugée trop rigoureuse.

La procédure fixée par l'article 12 pour les demandes de report de financement semble trop lourde du moment que le report est imputable en l'occurrence à l'insuffisance des fonds communautaires disponibles (1).

g) Contrôle des Etats membres sur l'utilisation des fonds

12. Il semble opportun que la Commission fournisse des indications plus précises en ce qui concerne le contrôle de l'utilisation des fonds, contrôle qui, selon le texte du règlement, paraît être essentiellement confié aux Etats membres.

Le règlement rappelle que les dispositions de l'article 8 du règlement n° 729/70 relatif au financement de la politique agricole commune (article 15 de la proposition de règlement) restent en vigueur.

A cet égard, il faut toutefois se demander quand le règlement d'application de ces dispositions entrera en vigueur (le Parlement européen s'est déjà prononcé depuis un certain temps sur cette question).

13. Les dispositions de la première proposition de règlement ne sont pas les seules destinées à favoriser la reconversion en priorité de certaines régions à prédominance agricole. Ce règlement ne concerne que les mesures pour lesquelles il est prévu un financement direct (ne serait-ce que partiel) par la Communauté des projets visant à créer des emplois dans des secteurs non agricoles.

(1) Art. 12. : "Les demandes de concours du Fonds introduites auprès de la Commission et concernant les projets n'ayant pu bénéficier de ce concours en raison de l'insuffisance des moyens disponibles peuvent être reportées à la période d'introduction suivante par les Etats membres concernés et en accord avec les demandeurs. Les demandes de report doivent être présentées à la Commission dans un délai maximum de trente jours à partir de la date à laquelle l'Etat membre a reçu notification du résultat de la procédure prévue à l'article 11. Une demande de concours ne peut cependant être reportée qu'une seule fois."

DEUXIEME PROPOSITION DE REGLEMENT

relative au Fonds européen de bonification d'intérêts pour le développement régional

a) Institution du Fonds

14. La proposition de règlement prévoit que le financement de mesures ayant pour but le développement de régions "prioritaires" peut faire l'objet d'une aide communautaire, sous forme de bonification d'intérêts sur les prêts accordés à cette fin par la Banque européenne d'investissement ou par d'autres institutions financières.

A cet effet est institué un Fonds européen de bonification d'intérêts pour le développement régional qui devra intervenir en faveur des régions dites "prioritaires", notamment là où l'évolution économique est le plus profondément affectée par la mutation de l'agriculture et où la population active agricole présente un excédent important.

Pour pouvoir bénéficier du concours du Fonds, chaque projet d'investissement doit s'inscrire dans le cadre d'un plan de développement régional ou de tout autre ensemble cohérent de projets d'investissement portant sur des infrastructures, des activités industrielles, artisanales ou des services qui constituent un élément déterminant du développement économique de la région intéressée.

Les interventions visées par cette proposition de règlement diffèrent de celles que prévoit le règlement n° 1 :

- 1) par le champ d'application, limité aux régions dites "prioritaires", à l'exclusion des zones dont il est question à l'article 2 du premier règlement ;
- 2) par le domaine touché par l'intervention, étendu aux infrastructures ;
- 3) par l'étendue de leur durée de validité, due au caractère stable du Fonds.

Par conséquent, au lieu de s'assigner un but immédiat et spécifique (comme la création de nouveaux emplois), ces interventions concernent plutôt des situations et des exigences structurelles.

On estime que même les pouvoirs locaux, si et dans la mesure où ils réalisent les objectifs indiqués par la proposition à l'examen, doivent bénéficier des interventions qu'elle prévoit.

b) Interventions du Fonds

15. L'intervention du Fonds consiste en bonifications d'intérêts sur les prêts accordés par la B.E.I. ou par d'autres institutions financières en faveur de projets d'investissement ayant pour objet des infrastructures, des activités industrielles, artisanales ou des services.

La bonification d'intérêts est de trois points au maximum ; elle est accordée pour une durée de 12 ans, sous forme de montants annuels.

c) Modalités d'octroi de la bonification

16. La Commission doit statuer sur la demande dans un délai de six mois à compter de la date d'introduction de la demande, qui est présentée par l'intermédiaire de l'Etat membre sur le territoire duquel le projet doit être exécuté.

Les crédits nécessaires à l'alimentation du Fonds sont inscrits à un chapitre spécial du budget des Communautés.

Chaque année, sur la base de l'avant-projet établi par la Commission, les crédits alloués pour le fonctionnement du Fonds au cours de l'exercice en cause sont inscrits au budget des Communautés européennes.

d) Observations

17. Cette deuxième proposition de règlement répond à une remarque que la commission des finances et des budgets a déjà formulée à de très nombreuses reprises. S'il est opportun en effet de multiplier les formes d'intervention, il est également nécessaire de trouver des formes différenciées de financement et de ne pas se limiter seulement à ces incitations qui doivent trouver leur expression directe et unique dans le budget communautaire.

Le budget devient ainsi moins rigide et oppose moins de limites à la multiplication des interventions.

La proposition à l'examen présente des aspects qui appellent certaines remarques :

- 1) En relation avec l'observation faite au sujet de la proposition précédente, il serait nécessaire de prévoir, également dans le cadre du règlement à l'étude, la possibilité de cumuler les interventions visées par cette proposition avec celles que prévoit le règlement n° 1, lorsque les conditions requises sont remplies dans les deux cas par un même bénéficiaire.
- 2) L'amplification des tâches que vaut à la Commission la nouvelle série de volumineux dossiers administratifs qu'elle s'apprête à instruire en application du présent règlement pose à nouveau en des termes encore plus impérieux le problème de son adaptation et de son organisation interne de la Commission sur le plan bureaucratique et exécutif.
- 3) Attendu que la bonification d'intérêts est accordée sur des prêts déjà consentis par la B.E.I. ou d'autres institutions financières, il semble évident que la Commission (notamment dans la seconde hypothèse) doit, aux fins de déterminer l'utilité économique de projets examinés par d'autres institutions, et sa validité pour le plan d'ensemble, avoir la possibilité d'en approfondir l'examen.
- 4) Lorsque la Commission affirme que le montant annuel de 50 millions d'unités de compte consacré à la bonification d'intérêts doit figurer dans un chapitre spécial du budget, le fait de choisir de consacrer un chapitre spécial a pour objet de permettre l'établissement d'une distinction et non de marquer une exception.
- 5) La Commission devrait préciser si elle estime nécessaire de compléter le règlement financier des Communautés afin de fixer les modalités d'application visées à l'articles 8 paragraphe 3 de la proposition de règlement.

Conclusions

A. En ce qui concerne la première proposition de règlement

18. Après examen de la proposition de la Commission des Communautés, des réponses aux questions posées et en conclusion de la discussion sur cette question, la commission des finances et des budgets estime pouvoir résumer ainsi son opinion :

Avis largement favorable, sous réserve d'une définition plus précise du champ d'application de l'intervention (notion de région et de zone) ; sous réserve d'inclure des conditions permettant aux entreprises artisanales et de services de bénéficiaire également des aides ; compte étant tenu des recommandations formulées quant à la nécessité d'intensifier la coordination et d'alléger les procédures d'octroi des interventions, également par le développement des instruments administratifs mis à la disposition de la Commission.

B. En ce qui concerne la deuxième proposition de règlement

19. Après examen de la proposition de la Commission des Communautés, des réponses aux questions posées et en conclusion de la discussion sur cette question, la commission des finances et des budgets estime pouvoir résumer ainsi son opinion :

Avis largement favorable, sous réserve que les pouvoirs locaux puissent également bénéficier du concours prévu pour les actions décrites dans la proposition de règlement et étant entendu que l'on veillera à compléter au plus tôt le règlement financier des Communautés, aux fins de fixer les modalités d'application visées à l'article 8, paragraphe 3 de la proposition.

La durée de 5 ans prévue pour l'action commune semble trop brève et la commission des affaires sociales invite donc la commission compétente au fond à proposer à la Commission des Communautés de prolonger cette durée, ou d'insérer une clause de sauvegarde à l'article 6, par. 1, selon laquelle "à l'expiration des 5 années d'action commune, au cas où celle-ci ne serait pas prolongée, les demandes de concours présentées conformément au présent règlement et sur lesquelles la Commission n'aurait pas encore pris ou notifié sa décision, pourront bénéficier du concours, en cas de décision favorable de la Commission, moyennant l'inscription d'un poste correspondant au budget du F.E.O.G.A., section orientation, d'un ou des exercices financiers suivants."

5. Quant au paragraphe 2 du même article 6, il dispose que les crédits non utilisés peuvent être reportés une seule fois au semestre suivant. De plus, à l'article 12, il est prévu que les demandes de concours approuvées par la Commission mais qui n'ont pu, les fonds étant épuisés, bénéficier de ce concours, peuvent être représentées une seule fois. Le risque existe donc qu'au début une grande partie des fonds ne puisse être utilisée complètement, alors qu'au cours d'autres semestres il y aura peut-être un excès de demandes dont un certain nombre ne pourront pas être satisfaites.

La commission des affaires sociales a dès lors décidé de suggérer à la Commission des Communautés de prévoir que ces deux clauses de report ne s'appliquent pas pour les deux premières années au moins de fonctionnement du règlement. Une telle dérogation aurait pour effet de faciliter le démarrage des opérations financées par le F.E.O.G.A., tandis que, les crédits ne pouvant pas être reportés, les Etats membres seront invités à mettre tout en oeuvre pour présenter en temps utile les projets de développement.

6. Pour ce qui est du deuxième règlement concernant le Fonds de bonification d'intérêts, de l'avis de la commission des affaires sociales et de la santé publique, il conviendrait d'ajouter un nouveau considérant, afin de faire ressortir les objectifs, non seulement économiques mais aussi sociaux, du Fonds :

"considérant que le Fonds doit poursuivre, outre les objectifs d'ordre économique, des objectifs d'ordre social; que, par conséquent, il convient d'accorder une certaine priorité aux projets visant, directement ou indirectement, à la création du plus grand nombre possible d'emplois nouveaux dans les régions prioritaires."

Conclusion

7. La commission des affaires sociales invite la commission économique à tenir compte des suggestions et des modifications proposées ci-dessus dans la proposition de résolution et dans le rapport qu'elle doit soumettre au Parlement.

